

Histoire

LÉON BLUM ET GEORGES MONNET : HISTOIRE D'UNE AMITIÉ

Lucas Dorier

13/02/2026

Voilà quatre-vingt-dix ans, le 13 février 1936, Léon Blum fut victime d'une tentative de lynchage par des militants de l'extrême droite nationaliste, en majorité membres de l'Action française, fait sans précédent dans notre histoire politique contemporaine. Ce jour-là, à ses côtés, se tenaient Georges Monnet et son épouse. Quels liens unissaient alors les deux hommes ? Lucas Dorier retrace dans cette note la relation que Léon Blum entretenait avec celui qui devint en 1936 ministre d'Agriculture et fut considéré par beaucoup, jusqu'en 1940, comme le dauphin de Léon Blum.

Au cours de sa vie politique, Léon Blum n'a jamais été un homme seul. Face aux défis rencontrés lors de son parcours, il bénéficie de l'appui de ses proches : ceux-ci lui garantissent une assise importante au sein de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). Des noms ressortent tout au long de sa carrière, comme celui d'Auriol, de Dormoy ou encore de Mayer. Dans les années 1930, un autre nom est régulièrement cité aux côtés de celui de Blum : Georges Monnet¹. À partir de la première élection de ce dernier à la Chambre des députés en 1928, les deux nouent une grande amitié, traversant ensemble les épreuves des années 1930². À l'occasion des quatre-vingt-dix ans de l'attentat commis le 13 février 1936 contre Léon Blum, revenons sur la relation qu'ont nouée ces deux hommes.

Sur les bancs de la Chambre des députés, le début d'une amitié

Né dans le Cantal, Georges Monnet est issu d'un milieu bourgeois, avec un père procureur de la République et un grand-père sénateur de l'Allier. Dans cette famille républicaine et libérale, nous retrouvons aussi son frère Henri, qui deviendra sénateur après la Seconde Guerre mondiale et membre du Conseil constitutionnel à la fin de sa vie. Ce microcosme familial lui permet ainsi de bénéficier de relations politiques et sociales qui se révéleront utiles tout au long de son parcours. À la fin de la Première Guerre mondiale, en rupture avec ses origines sociales, il décide de s'installer

comme exploitant agricole dans la campagne dévastée en Picardie. Ouvert aux nouvelles techniques agricoles, il a le souhait de travailler la terre avec une approche résolument moderne. C'est dans cette optique qu'il se rapproche de la SFIO, devenant un membre de plus en plus influent dans le département de l'Aisne. Élu maire de Celles-sur-Aisne en 1925, il se présente aux élections législatives en 1928, qu'il remporte face à deux anciens députés dans sa circonscription du Soissonnais : c'est dans ces circonstances que naît le lien entre Blum et lui.

Des années plus tard, Georges Monnet disait : « J'avais été élu en 1928 et, tout de suite, nous avons été liés d'une grande amitié³ ». Une des premières traces de leur relation est la lettre écrite par Blum pour féliciter Monnet, à la suite de sa désignation comme candidat de la SFIO dans l'arrondissement de Soissons pour les élections législatives de 1928. Cette lettre suppose que les deux se connaissent déjà bien avant l'arrivée de Monnet au Palais Bourbon : « J'ai pu apprécier depuis longtemps toute l'ardeur désintéressée, tout l'élan généreux de votre nature⁴ ». Les premiers moments de Monnet à la Chambre des députés suscitent l'enthousiasme de Léon Blum pour ce jeune député. Blum se souvient, huit ans plus tard, lors de la fête de la victoire du député de l'Aisne en 1936 à Soissons :

« Il n'était pas depuis quelques semaines à la Chambre que tout le monde l'avait déjà remarqué, et je suis sûr que, dès sa première réunion ici, tout le monde s'était dit en le voyant : « comme il est jeune », « comme il est charmant ». Et puis, tout de suite, très vite, en tout cas, on avait senti tout ce qu'il y avait d'énergie et de ténacité derrière cette voix calme, tranquille, mesurée, musicale. Tout le monde avait senti ce qu'il y avait de courage et d'audace derrière ce regard limpide et presque ingénu. [...] Moi aussi, je crois que je l'avais compris dès que je l'avais connu. Depuis lors, les années ont passé⁵. »

Au fil des années, l'amitié entre Monnet et Blum s'ancre de plus en plus solidement. Le travail parlementaire en commun à la Chambre des députés aide à renforcer leurs relations, jusqu'à ce que cela devienne une « profonde amitié personnelle⁶ », comme le dira Georges Monnet quelques années plus tard. Outre la proximité personnelle des deux hommes, l'amitié se développe sur le plan politique. Georges Monnet admire beaucoup les capacités intellectuelles du chef socialiste : « Léon Blum, dont j'ai partagé les efforts socialistes pendant trois législatures, m'apparaissait comme l'incarnation même de cet effort créateur, mais que rien ne séparait d'une poésie vivante⁷ ». De son côté, Léon Blum estime le talent du député de l'Aisne, et n'hésite pas à lui donner du poids au sein du parti.

Le rôle de Blum a été crucial dans l'ascension de Monnet au sein du Parti socialiste, notamment avec l'élévation du député de l'Aisne au rang de spécialiste de la SFIO des questions agricoles. À la suite de la Première Guerre mondiale, Adéodat Compère-Morel, député du Gard, s'était imposé sur

ces thématiques. À partir de 1928 et l'élection de Monnet à la Chambre, se prépare la transition entre les deux députés, Adéodat Compère-Morel s'étant de plus en plus concentré sur son poste de directeur-administrateur du *Populaire*. En 1933, le député du Gard quitte le parti lors de la scission néosocialiste, permettant l'avènement de Monnet à sa place.

La fracture avec les néosocialistes en 1933 est un moment fondamental dans le rapport de Blum aux nouvelles générations d'élus socialistes. Les élections de 1928 et 1932 permettent l'émergence de jeunes figures au sein de la SFIO, porteuses de nouvelles idées. Léon Blum tâche d'accompagner et de s'entourer de ces jeunes : Monnet est l'exemple de ce nouvel entourage blumiste. Néanmoins, certains membres de cette génération se posent en opposition par rapport aux idées portées par Léon Blum. Ce schisme tourne autour de la question de la participation gouvernementale des socialistes, à laquelle Blum s'oppose : de nouveaux élus, comme Barthélémy Montagnon, Marcel Déat, Jules Moch et André Philip y sont favorables⁸. Parmi ceux-là, quelques-uns (principalement Montagnon et Déat) sont à l'origine de la scission de 1933, apothéose de la fracture entre Blum et une partie de la jeunesse du parti. Épouvanté par les propos tenus par ces néosocialistes lors du congrès de juillet 1933, Léon Blum ne pourra que constater la scission entre deux tendances, entre deux générations. La place de Monnet dans le cercle autour de Blum sort renforcée de cet épisode, le député de l'Aisne restant fidèle à son mentor, tout comme d'ailleurs Moch et Philip.

À l'approche des élections législatives de 1936, le contexte semble favorable à la gauche pour remporter la majorité des sièges. Encore marquée par les émeutes du 6 février 1934, la vie politique va connaître une campagne électorale violente, culminant lors du lynchage de Blum en février 1936.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

13 février 1936 : l'attentat contre Léon Blum

13 février 1936, fin de matinée, sortie du Palais Bourbon : venant de la rue de l'Université, une voiture s'engage dans le boulevard Saint-Germain. Elle se retrouve rapidement bloquée par un rassemblement : ce jour-là, les militants d'extrême droite donnent un dernier hommage à Jacques Bainville, historien et figure de l'Action française. Tandis que la voiture remonte difficilement le

boulevard, les personnes rassemblées s'offusquent contre le véhicule qui force le passage en plein milieu du cortège funéraire. Ils reconnaissent alors un de ses occupants, assis sur la banquette arrière : le leader de la SFIO, Léon Blum.

En cette matinée d'hiver, Léon Blum est accompagné par Georges Monnet et sa femme, Germaine, secrétaire du groupe parlementaire socialiste. Ils se dirigent vers le domicile des Blum, situé île Saint-Louis. Georges Monnet conduit la voiture : nombreux lui reprocheront de s'être engagé sur ce boulevard, oubliant le cortège d'hommages à Bainville. « Assez imprudemment Georges Monnet tente d'engager la voiture dans le boulevard Saint-Germain⁹ », dira Jules Moch ; Jean Lacouture, dans sa biographie de Léon Blum, parlera lui d'« étourderie¹⁰ ». Georges Monnet se défend de ces accusations, expliquant qu'il ne pouvait pas voir à l'avance l'encombrement sur le boulevard. Il ajoute : « S'il m'avait été possible de faire demi-tour, je l'aurais fait sans hésitation¹¹ ».

Ne pouvant rebrousser chemin, les occupants de la voiture vont se trouver immobilisés, sous la menace de la violence des militants de l'Action française. Encouragés depuis des années par les discours de haine prônés par Charles Maurras et Léon Daudet, ces militants déchaînent leur violence contre l'homme qui représente tout ce qu'ils détestent : Léon Blum est juif et socialiste. Ils commencent par frapper la voiture, jusqu'à ce que le pare-brise arrière se casse. Les assaillants essaient d'extraire Blum de la voiture : le couple Monnet tente de s'interposer, non sans difficulté. Le courage de Germaine Monnet fera l'objet d'un article dans *Vendredi*, écrit par la journaliste Andrée Viollis. Elle souligne le courage de cette femme qui a mis sa vie en danger pour protéger le leader socialiste. Comme Andrée Viollis le retranscrit, Léon Blum parle de Germaine Monnet dans ce moment héroïque comme d'une « petite victoire de Samothrace¹² ». Cette pensée de Blum fera dire à Georges Monnet : « C'est merveilleux de voir le détachement de cet homme, qui au milieu d'un péril qui n'était pas petit, avait des vues qu'il mettait au-dessus¹³ ». Alors que Léon Blum est couvert de sang, Germaine et Georges Monnet tentent de trouver refuge dans un immeuble voisin, aidés en cela par des ouvriers qui se sont précipités lorsqu'ils ont vu le lynchage au loin. À l'abri dans un immeuble à proximité, quelques personnes s'activent à soigner Blum, en attendant que les policiers viennent les protéger des activistes. Après l'arrivée des policiers, Germaine Monnet part rassurer Thérèse Blum, inquiète du retard de son mari.

Cet événement marquant de la campagne électorale de 1936 suscite une vive émotion dans tout le pays. Trois jours plus tard, le 16 février, une manifestation de toutes les gauches est organisée. Du Panthéon à la place de la Nation, ce sont des centaines de milliers de manifestants qui se sont réunis, selon *Le Populaire*¹⁴. Dans un geste antifasciste, ces manifestants expriment tout leur soutien aux victimes de cet odieux attentat.

Les messages de soutien au couple Monnet, comme à Léon Blum, affluent de toute la France, comme par exemple la fédération SFIO du Finistère ou la mairie de Nîmes. À titre d'exemple, la section SFIO de Saulchery-Nogent, faisant part de sa volonté d'une plus ample protection des pouvoirs publics pour les militants et de la dissolution des ligues monarchiques, écrit : « La section de Saulchery-Nogent profondément indignée du lâche attentat dont vous avez été victimes vous assure de sa fraternelle sympathie et formule des vœux de prompt rétablissement afin que vous puissiez reprendre votre place de combat¹⁵. »

La nouvelle de l'attentat dépasse les frontières. Des cercles militants d'autres pays adressent leur soutien aux Monnet, comme c'est le cas du journal *Le Prolétaire*, organe de la Fédération générale des syndicats de Liège : « Nous sommes vraiment de cœur avec vous et croyez que je suis ici l'interprète de tous mes camarades pour vous assurer de notre fraternelle amitié et vous transmettre nos vœux ardents de prompt et complet rétablissement en ce qui concerne plus particulièrement notre camarade Germaine Monnet¹⁶. ».

Ce moment extrêmement douloureux participe à la consolidation de l'amitié entre les époux Blum et les époux Monnet. Victimes de cet acte d'une violence extrême¹⁷, Léon Blum et le couple Monnet surmontent leurs blessures pour poursuivre la campagne qui doit les mener au pouvoir : une victoire se profile...

Une amitié à l'épreuve du pouvoir

Le 26 avril 1936, à l'occasion des élections législatives, Léon Blum et Georges Monnet sont réélus largement dès le premier tour, dans leurs circonscriptions respectives de l'Aude et de l'Aisne. Le 3 mai, le Front populaire remporte les élections législatives avec une large majorité de 386 députés, dans laquelle la SFIO détient le plus gros contingent d'élus. Commence alors une période de tractations en vue de former le premier gouvernement de l'histoire de France dirigé par un socialiste.

L'entente entre les deux hommes joue un rôle indéniable dans la constitution de ce gouvernement. Alors qu'il est pressenti comme un membre du gouvernement quasi certain dès le début du mois de mai et que des rumeurs l'annoncent à la tête d'un sous-secrétariat aux Beaux Arts¹⁸, Georges Monnet devient ministre de l'Agriculture le 4 juin 1936. Tout au long du mois de mai, Léon Blum consulte régulièrement Georges Monnet, dont les conseils sont précieux dans ce moment crucial. Selon les différents journaux de l'époque, ils se rencontrent, au minimum, le 19 mai, le 26 mai, le 29 mai et le 2 juin : les deux sont en constant échange durant toute cette période.

Les premiers mois au gouvernement sont riches en réalisations : Blum conclut avec les partenaires sociaux les accords de Matignon début juin, tandis que Georges Monnet construit l'Office du blé lors de l'été 1936. Pensé par Compère-Morel, ce projet d'Office est repris par Monnet à partir de son élection comme député en 1928. Le député de l'Aisne s'appuie sur son expérience de terrain comme sur des exemples historiques ou étrangers pour bâtir cet Office : outre l'exemple tchécoslovaque qui est abondamment convoqué¹⁹, ses archives ont démontré, au travers d'écrits du marquis de Dangeau et du duc de Saint-Simon²⁰, que Monnet s'est appuyé sur l'exemple de la décision du roi Louis XIV qui régula le marché du blé et des grains sur le territoire royal pour tenter de convaincre ses opposants.

Soumis plusieurs fois au vote des députés durant la décennie 1930, l'Office du blé est inscrit au sein du programme de la SFIO en 1932, dans ce qu'on appellera les « Cahiers de Huygens », du nom du gymnase où est organisé le congrès socialiste cette année-là. L'été suivant la victoire du Front populaire, cette réforme majeure est le fruit de rugueux débats à la Chambre des députés, lors desquels le ministre de l'Agriculture s'impliquera avec force pour démontrer sa nécessité dans un monde agricole en crise. Ne pouvant bénéficier d'un soutien total des partenaires radicaux, ce projet est un de ceux qui subissent la plus forte opposition des parlementaires de droite. Adoptée le 15 août 1936, la loi doit s'appliquer dès la récolte en cours, selon le désir du ministre de l'Agriculture : malgré les avis partagés au sein des producteurs, un premier Conseil central de l'Office du blé est organisé le 27 août et le prix du blé, fixé à 140 francs le quintal, est voté à l'unanimité le 31 août.

Le président du Conseil et le ministre de l'Agriculture se retrouvent, à la fin de l'année 1936, à Soissons, pour fêter la victoire de Monnet lors des élections législatives d'avril-mai. Lors du banquet, Léon Blum prononce pour l'occasion un grand discours sur la paix, dans la droite lignée de la pensée de Jaurès. Il proclame son amitié pour le ministre de l'Agriculture, rappelant le chemin parcouru ensemble. Il souligne le poids croissant de Monnet dans la politique nationale : « Et, dans ce mouvement du Front Populaire, le rôle de votre élu, de votre ami, de mon ami, n'a pas cessé de grandir²¹ ». Le succès de l'Office du blé n'est pas étranger à cette nouvelle notoriété.

Après une année 1936 fondamentale pour le Front populaire, les difficultés arrivent progressivement. Georges Monnet n'est pas en mesure d'obtenir l'approbation parlementaire de ses projets de loi. Il a la pleine volonté d'étendre la législation sociale : dans un souci d'égalité, il souhaite que les travailleurs de la terre bénéficient des mêmes avantages que les ouvriers. Grâce à un décret du 26 septembre 1936, le ministre permet aux employés de l'agriculture d'avoir droit aux congés payés, au même titre que les ouvriers de l'industrie. Il désire aussi étendre le droit aux allocations familiales à toutes les familles paysannes. Cet élan réformateur passe par la volonté de

transformer le rapport du paysan à la propriété et à la vente : il soumet ainsi, à la Chambre des députés, ses projets de loi concernant les conventions collectives et la réforme du statut du métayage et du fermage. Georges Monnet a l'ambition de donner plus de poids aux travailleurs de la terre, particulièrement à ceux n'ayant pas la propriété des terres qu'ils cultivent. Cependant, après avoir obtenu la majorité des voix sur ses textes de loi à la Chambre des députés, le ministre se heurte au Sénat qui soit rejette ses projets, soit ne prend même pas la peine de les examiner. C'est cette attitude du Sénat, de plus en plus contraire au gouvernement, qui va précipiter la chute de ce dernier en juin 1937. Certains projets voulus par Monnet, tels que l'organisation de l'enseignement agricole, ne prendront pas forme sous le gouvernement du Front populaire, mais se mettront pourtant en place après la Seconde Guerre mondiale.

Un des rares projets menés à terme par le ministre de l'Agriculture lors de cette année 1937 reste l'édification du Centre rural pour l'Exposition universelle de Paris : défenseur précoce de la candidature de Paris pour l'accueil de cet événement en 1937, Georges Monnet est impliqué dans la conception d'un espace où il pourrait exprimer sa vision du monde agricole. Ce Centre rural devient donc ce symbole idéologique, parvenant à matérialiser son idéal moderniste et coopératif du village. Le ministre résume bien son but dans sa préface à une brochure sur le Centre rural : « Et tout au long de la saison 1937, ce petit village synthétique bourdonna si bien d'une activité sans cesse renaissante [...] que l'on oubliait vraiment le caractère artificiel de ce petit coin champêtre pour n'y voir plus qu'une sorte de préfiguration vivante de ce qu'un jour prochain sera notre terre de France lorsque, puisant aux traditions millénaires les raisons d'agir avec courage, patience et méthode, à la construction d'un monde nouveau, chacun aura compris la belle parole de Jean Jaurès : C'est en allant vers la mer que le fleuve est fidèle à sa source²². »

Avec le déclenchement de la guerre d'Espagne et le ralentissement des réformes sur le plan national, Léon Blum se retrouve dans la tourmente : l'épisode de Clichy ne va faire que ternir une situation déjà compliquée. Le 16 mars 1937, un rassemblement du Parti social français (PSF), regroupement de droite conservatrice et nationaliste dirigé par le colonel de la Rocque, souvent perçu alors comme fasciste, est programmé à Clichy. En réponse, une contre-manifestation est organisée par des militants de gauche, dans une ville dominée par les partis communiste et socialiste. Tandis que les forces de l'ordre sont mobilisées pour protéger la réunion du PSF, des affrontements les opposent aux contre-manifestants. La tension monte de plus en plus jusqu'au moment où les forces de l'ordre tirent sur la foule. Le bilan est lourd : 6 morts et environ 300 blessés du côté des manifestants, plus de 250 blessés du côté des forces de l'ordre.

Les membres du gouvernement sont consternés : des ouvriers viennent d'être tués par les forces de l'ordre, sous l'autorité même du gouvernement et de son ministre de l'Intérieur socialiste, Marx

Dormoy. Ce dernier présente sa lettre de démission, que Blum refuse. Léon Blum est lui-même assailli par le doute. Le 17 mars, alors qu'il est avec Georges Monnet au ministère de l'Agriculture, il l'interpelle : « Il m'est impossible d'admettre que, alors que je suis chef responsable du gouvernement, des gardes mobiles ont fait couler le sang des ouvriers. Voulez-vous prendre ma place ? Je ne peux pas rester²³ ». Georges Monnet insiste auprès du chef du gouvernement pour qu'il ne démissionne pas. Ces paroles portent la marque de la confiance que Blum place en Monnet : c'est à lui exclusivement qu'il propose la présidence du Conseil. Même si ce moment est empli de doute, les phrases qu'il prononce illustrent la position de « dauphin » qu'exerce le ministre de l'Agriculture.

Cette position de « dauphin » prend toute sa force à l'issue de l'expérience du Front populaire. À la fin du premier gouvernement Blum en juin 1937, Georges Monnet reste en place dans le gouvernement Chautemps, pour retrouver le chef des socialistes à l'occasion d'un second gouvernement Blum²⁴, durant le mois de mars 1938. Alors qu'il redevient député de l'Aisne, Georges Monnet ressort de cette période ministérielle sur le devant de la scène, grâce notamment au succès de l'Office du blé. Il est en position d'aspirer à une place plus importante au sein de la SFIO. Lorsqu'arrive le congrès de Royan en juin 1938, beaucoup de journaux supposent que Georges Monnet pourrait prendre la place de Paul Faure à la tête du Parti si celui-ci ne se représente pas à son poste de secrétaire général. *L'Europe nouvelle* écrit : « Et l'on persiste à prononcer les noms de deux successeurs éventuels de M. Paul Faure. En première ligne, M. Georges Monnet. En seconde ligne, M. Jules Moch²⁵ ». L'ambition des proches de Blum à reprendre la tête du Parti au courant paul-fauriste est clairement annoncée. Sa proximité avec Blum le fait apparaître comme son successeur légitime pour prendre les rênes du Parti socialiste. Finalement, le changement du rapport des forces, en raison du départ des proches de Marceau Pivert, permet à Paul Faure d'être en mesure de se représenter au secrétariat général et d'être réélu à l'issue du Congrès.

À la fin de l'année 1938, les tensions internationales exacerbent les fractures au sein du Parti socialiste. Après le choc des accords de Munich en septembre 1938, le danger principal, pour Léon Blum et Georges Monnet, est l'expansionnisme nazi, auquel il est nécessaire de s'opposer par tous les moyens. Dans les premiers mois de 1939, le député de l'Aisne fonde la revue *Agir pour la paix, pour le socialisme*, avec la participation de Daniel Mayer, Georges Izard ou encore Pierre Brossolette. Cette revue est le porte-voix de Blum et de ses partisans au sein du Parti, face au pacifisme des soutiens de Paul Faure. Toutefois, la fermeté face aux pays de l'Axe, défendue par les contributeurs d'*Agir*, n'empêche pas l'adhésion de toute la SFIO ni ne permet d'empêcher la guerre, qui débute un mois après la parution de son dernier numéro.

Dans la tourmente de la guerre, Georges Monnet et Léon Blum essayent de peser au sein du

gouvernement d'union nationale qui se forme en mars 1940. Ne souhaitant pas l'intégrer, Blum mandate Monnet et cinq ministres socialistes pour représenter la vision du Parti au gouvernement. La confiance que Blum a en Monnet demeure forte. Monnet devient ainsi ministre du Blocus le 22 mars 1940, place cruciale dans le contexte de guerre : le blocus est une tentative de faire plier l'Allemagne à long terme. Il occupe ce poste jusqu'à ce que Pétain devienne le chef du gouvernement, le 16 juin 1940.

Au moment du vote du 10 juillet 1940 sur les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain, leurs choix divergent : alors que Léon Blum, avec une minorité de la SFIO, décide de voter « non », Georges Monnet sera l'un des rares députés socialistes à s'abstenir lors de ce vote. L'écart entre les deux hommes ne va faire que se creuser tout au long de la guerre, puisque Léon Blum sera emprisonné puis déporté par le régime de Vichy, tandis que Georges Monnet va occuper la fonction de secrétaire général du Comité d'organisation de l'industrie des jus de fruits entre 1942 et 1944, sous la domination de la Corporation paysanne. À la fin de la guerre, Georges Monnet est exclu du parti, autant pour son abstention le 10 juillet 1940 que pour son comportement envers Vichy. Alors que sa femme et lui tentent de renouer le lien avec Léon Blum, le contact est définitivement rompu. Les Monnet ne reverront plus Léon Blum, qui meurt le 30 mars 1950 à Jouy-en-Josas.

1. Pour en savoir plus sur lui, voir la biographie sur [le site du Maitron](#).
2. Ce travail est le prolongement de mon mémoire de recherche de quatrième année à Sciences Po Lyon, portant sur *Georges Monnet, ministre de l'Agriculture du Front populaire (1936-1938)*, sous la direction d'Emmanuel Jousse. Mes recherches, appuyées sur des archives familiales inédites, avaient permis de retracer le parcours de Georges Monnet avant la Seconde Guerre mondiale, de son élection comme député de l'Aisne en 1928 au 10 juillet 1940.
3. Archives INA, « Rencontre avec », France Culture, 29 février 1976.
4. Archives de la famille Monnet, Profession de foi pour les élections législatives de 1928, p. 4. La lettre est retranscrite dans la profession de foi du candidat Monnet.
5. « Le discours de Léon Blum au banquet », *Le Populaire*, 16 novembre 1936, p. 2.
6. Archives de la famille Monnet, Lettre de Boussard à Monnet, Compte-rendu d'entretien, 11 mars 1971, p. 9.
7. Archives INA, « Rencontre avec », *op. cit.*
8. Frédéric Monnier, *Léon Blum. La morale et le pouvoir*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 116.
9. Jules Moch, *Rencontres avec Léon Blum* ; cité dans Archives de la famille Monnet, Lettre de Boussard à Monnet, Compte-rendu d'entretien, 11 mars 1971, p. 10.
10. Jean Lacouture, *Léon Blum*, Paris, Éditions du Seuil, 2015 [1979], p. 249.
11. Archives INA, « Léon Blum ou la fidélité », *L'Histoire en personne*, ORTF, 15 juin 1973.
12. Archives familiales, Andrée Viollis, « Une femme », *Vendredi*, 21 février 1936.
13. « Léon Blum ou la fidélité », *op. cit.*
14. « Après l'attentat contre Blum : Tout un peuple s'est levé », *Le Populaire*, 17 février 1936, p. 1.
15. Archives familiales, Lettre de la section de Saulchery-Nogent à Léon Blum, Germaine et Georges Monnet, 18 février 1936.
16. Archives familiales, Lettre du journal *Le Prolétaire* au couple Monnet, 18 février 1936.
17. Frédéric Monier, *La haine et la ferveur. Léon Blum agressé le 13 février 1936*, [Fondation Jean-Jaurès](#), 11 février 2016.

18. « Le gouvernement idéal de front populaire », *Juvénal*, 16 mai 1936, p. 13.
19. Le gouvernement à dominante agrarienne de Tchécoslovaquie met en place, à partir de 1934, un organisme étatique de gestion des céréales, dont Monnet s'inspirera pour son Office du blé.
20. Archives familiales, extrait du *Journal du Marquis de Dangeau*, notes sur la création de l'Office du blé, s.d.
21. « Le discours de Léon Blum au banquet », *op. cit.*, p. 2.
22. Ministère de l'Agriculture, *Le Centre rural*, Préface de Georges Monnet, 1937, p. 155.
23. Georges Lefranc, *Histoire du Front Populaire 1934-1938*, Paris, Payot, 1965, p. 237.
24. Voir Antoine Jourdan, *Mars 1938, l'autre gouvernement Blum*, [Fondation Jean-Jaurès](#), 28 mars 2025.
25. « Candidatures », *L'Europe nouvelle*, 4 juin 1938, p. 18.